Revue européenne des migrations internationales

vol. 31 - n°3 et 4 | 2015

Migrations au Maghreb et au Moyen-Orient : le temps des révolutions / Numéro ouvert

Enjeux de pouvoir, enjeux de reconnaissance ou l'ethnisation de la *Polonia*

Power Issues, Issues of Recognition or the Ethnicisation of Polonia

Retos de poder, retos de reconocimiento o etnicización de la Polonia

Julie Voldoire

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/7479>

DOI : 10.4000/remi.7479

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 275-295

ISBN : 979-10-90426-26-9

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Julie Voldoire, « Enjeux de pouvoir, enjeux de reconnaissance ou l'ethnisation de la *Polonia* », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 31 - n°3 et 4 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 15 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/7479> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.7479>

Enjeux de pouvoir, enjeux de reconnaissance ou l'ethnisation de la *Polonia*

❖ Julie Voldoire¹

En Allemagne comme en France, les recherches en sciences humaines et sociales portant sur les diasporas investissent rarement la *Polonia*. Si certains travaux français mentionnent cette terminologie ce n'est que de manière allusive (Green et Weil, 2006 ; Ponty, 2011). En ce qui concerne les travaux allemands, les réticences à employer cette catégorie sont plus importantes encore. Ainsi, parmi les ouvrages consultés et notamment parmi ceux des historiens spécialistes des migrations polonaises, elle est passée sous silence (Klessmann, 1978). Pour trouver des travaux prenant au sérieux la *Polonia* il faut se tourner vers les auteurs anglo-américains (Garapich, 2010) et en particulier les sociologues héritiers de l'École de Chicago (Thomas et Znaniecki, 1998). Plusieurs revues scientifiques comme *The Journal of American History* ou *The Sociological Quarterly* consacrent effectivement de nombreux articles à la *Polonia*. En outre, une revue est dédiée aux migrations polonaises, la *Polish American Studies*, soutenue par la *Polish American Historical Association*. Dès 1978, une revue de littérature des travaux déjà nombreux portant sur la *Polonia* américaine a été réalisée (Chojnacki et Drzewieniecki, 1978 : 54-77). Plus récemment, un ouvrage a proposé une analyse des enjeux « identitaires » et « communautaires » de la *Polonia* américaine (Galush, 2006).

Le terme *Polonia* signifiant « diaspora polonaise » est employé dans cet argumentaire comme un concept interne et relevant d'une culture donnée. Il a une telle charge sémantique qu'il ne peut être utilisé que dans un sens émique². Si la référence à la catégorie de diaspora pour décrire les migrations polonaises peut être perçue comme une usurpation d'identité, mobiliser la *Polonia* fait sens lorsque l'on ambitionne de travailler sur les interactions entre la minorité polonaise en Allemagne ou en France et les acteurs en charge des politiques d'une part, de « départ et/ou de retour » (Pologne) et d'autre part, « d'accueil et d'intégration » (Allemagne, France). La *Polonia* telle que considérée dans cet

1 Docteure en science politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, chercheure associée au Centre Émile Durkheim (Sciences Po Bordeaux) et au Centre Michel de l'Hospital (Université Clermont-Ferrand 1) ; julie.voldoire@udamail.fr

2 En effet, du fait de son implication politique, le terme *Polonia* obscurcit la réalité et apparaît inapproprié du point de vue analytique. Pour cette raison, le terme figure en italique dans le texte.

article est appréhendée à partir des associations locales franco-polonaises et germano-polonaises qui usent de ce vocable pour décrire leurs raisons d'être et d'agir³. Si ces associations méritent attention c'est parce qu'elles sont une des matérialisations géo-historiques de la *Polonia*. Dans le Nord-Pas-de-Calais et en Rhénanie-du-Nord-Westphalie⁴, elles sont aujourd'hui encore nombreuses bien que déclinantes. En 2007, on pouvait compter⁵ 250 associations dans le NPDC et un peu plus de 500 en RNW. De plus, bien que le milieu associatif soit en perte de vitesse, en raison notamment de la diminution de ses financements publics, il demeure structurant pour le groupe des migrants polonais autant que pour leurs « héritiers » (Bourdieu et Passeron, 1964)⁶. Parmi les quatre-vingt-onze migrants et enfants de migrants polonais interrogés rares sont ceux ayant déclaré n'avoir aucun lien avec la *Polonia* associative. De surcroît, ils sont nombreux à être ou avoir été multi-engagés au sein de ces réseaux associatifs faisant d'eux des milieux de socialisation particulièrement déterminants.

Cette recherche privilégie l'ancrage local, mais considère le changement d'échelles afin de rendre compte des manières dont les deux réseaux associatifs régionaux se positionnent vis-à-vis des politiques migratoires conduites, à partir de 1945, à l'endroit des migrants et enfants de migrants polonais. Il s'agit donc d'analyser les tentatives d'instrumentalisation de la *Polonia* associative par les pouvoirs publics à différentes échelles autant que les tentatives d'émancipation des membres de la *Polonia*. La tension entre instrumentalisation et émancipation révèle un processus d'ethnisation non linéaire de la *Polonia* qui prend des chemins distincts selon l'espace national considéré. En quoi cette tension entre instrumentalisation et émancipation renseigne-t-elle sur la *Polonia* et plus précisément sur le processus d'ethnisation différenciée de cette dernière ? Pourquoi le réseau associatif de la *Polonia* use-t-il de l'ethnicité ? Dans quelle mesure ces usages renseignent-ils sur la notion de diaspora ? S'il s'agit de mettre au jour une tension fondamentale qui soulève, pour cette minorité, la question de sa reconnaissance par les pouvoirs publics, la *Polonia* est aussi à considérer à travers ses clivages et ses dissensions.

Pour répondre à ces questionnements sont utilisées des sources primaires construites et collectées entre 2006 et 2010 et en particulier les résultats émanant

3 Par ailleurs, les enquêtes conduites en Allemagne et en France permettent de conclure au faible usage de la catégorie *Polonia* pour décrire les sentiments d'appartenance tels qu'exprimés individuellement alors que la catégorie est significative pour les collectifs. Voir Voldoire Julie (2011) *La citoyenneté et au-delà. Sentiments d'appartenance en migration : les Polonais en France et en Allemagne (XXe-XXIe siècles)*, Thèse de doctorat, sous la direction d'Yves Déloye, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

4 Le lecteur trouvera désormais mention des sigles NPDC (Nord-Pas-de-Calais) et RNW (Rhénanie-du-Nord-Westphalie).

5 Ces chiffres émanent d'un recensement réalisé par nos soins en 2011 à partir des fichiers des ambassades et consulats polonais des deux pays.

6 Si le terme est emprunté à Bourdieu et Passeron (1964), cet article est très éloigné du cadre général dont traite l'ouvrage. Le terme sera donc, par la suite, utilisé sans guillemets.

des observations participantes effectuées au sein de deux associations⁷. Par ailleurs, référence est faite aux cinquante-deux questionnaires obtenus après passation auprès d'associations franco-polonaises et germano-polonaises autant qu'aux données issues d'archives associatives⁸. Enfin, des extraits issus des dix-sept entretiens informatifs conduits avec les principaux responsables associatifs⁹ sont mentionnés.

Trois temps scandent cet argumentaire, résolument comparatif et sociohistorique, qui ambitionne de saisir les éléments constitutifs du processus d'ethnisation de la *Polonia* à travers la compréhension de ses fondements et de ses expressions. Pour ce faire et tout d'abord, l'accent est mis sur l'étude des interactions entre les Polonais résidant à l'étranger et les acteurs qui en Pologne sont en charge ou se sont octroyé la responsabilité de définir les politiques d'émigration polonaises. Puis, l'étude des politiques « d'accueil et d'intégration » imposées en Allemagne (RNW) et en France (NPDC) aux migrants polonais est mise au service de celle des acceptations et des contestations de ces dernières au sein de la *Polonia*. Enfin, les positionnements de la *Polonia* vis-à-vis de l'expérience européenne et les manières dont elle prend part à cette expérience permettent de questionner à nouveaux frais ses interactions avec les acteurs politiques.

Les politiques d'émigration polonaise ou l'encadrement de la *Polonia*

Si le terme *Polonia* peut être traduit par diaspora polonaise, les migrants et enfants de migrants interrogés l'utilisent généralement dans sa version polonaise, c'est-à-dire dans sa forme non traduite tendant ainsi à lui faire recouvrir des significations plurielles, voire antagonistes. Cependant, historiquement *Polonia* renvoie à l'expression d'un nationalisme polonais dans une Pologne qui a perdu sa souveraineté à plusieurs reprises : de 1795 à 1918 puis à partir du partage germano-soviétique en 1939. Le terme *Polonia* a été « [...] utilisé pour la première fois aux États-Unis en 1875. Déjà en 1863, les émigrants qui y résidaient avaient réagi à l'occasion de la révolte polonaise en Russie organisant un Comité Polonais Central ; d'autres organismes nationalistes avaient suivi [...] [certains] croyai(en)t même que l'on posait alors aux États-Unis les fondements d'une Pologne indépendante. Ce n'est que 20 ans plus tard [...] que le terme *Polonia* [fut introduit] en Europe centrale. Déjà à cette époque, les nationalistes polonais surveillaient de près l'émigration et discutaient de ses conséquences » (Green et Weil, 2004 : 83-89). À partir de ces revendications nationalistes, les

7 Il s'agit de la *Maison de la Polonia*, aujourd'hui *Maison de la Polonia de France* (MDPF) [URL : <http://maisondelapolonia.com>, consulté le 25/08/14], dont le siège social se trouvait à Hénin-Beaumont, aujourd'hui à Sallaumines (NPDC) ; la *Fédération des Polonais en Allemagne* [*Bund der Polen in Deutschland*] dont le siège social se trouve à Rheinhausen (RNW). Pour *Maison de la Polonia* ou *Maison de la Polonia de France*, le lecteur trouvera dorénavant les sigles MDP et MDPF. Pour la *Fédération des Polonais en Allemagne*, le sigle Rodlo sera utilisé.

8 Les données collectées sont essentiellement issues des archives des deux associations susmentionnées.

9 Pour compléter ce panorama des sources primaires, des extraits des quatre-vingt-onze entretiens biographiques réalisés auprès de migrants et d'enfants de migrants polonais seront ponctuellement cités. Toutes les personnes mentionnées dans ce texte ont été anonymisées.

bases d'une communauté reconstituée à l'étranger étaient alors posées. Cette première définition permet d'envisager d'une part, le rôle de la *Polonia* par rapport à l'émigration des Polonais en l'occurrence vers l'Allemagne (RNW) ou la France (NPDC) et d'autre part, certaines des raisons explicatives du processus d'ethnisation de la diaspora polonaise.

Le poids des « autorités morales » dans la structuration de la *Polonia*

La *Polonia* est une construction historique qui doit autant aux populations qui la composent qu'aux autorités qui l'encadrent, l'assignent à un rôle, voire à un devoir-être. Au cours de l'histoire polonaise, des « autorités morales » ont, en effet, investi la *Polonia* et ont contribué à la construire comme une véritable « matrice culturelle ». Elle servait alors à rappeler aux émigrants polonais leurs obligations morales vis-à-vis de la Pologne et donc la nécessité de leurs engagements depuis l'étranger.

Ces « autorités morales » sont historiquement variables. On pense aux intellectuels nationalistes promouvant un nationalisme romantique (XIXe-XXe siècles) ; au gouvernement polonais de l'entre-deux-guerres au moment donc où la Pologne recouvre son indépendance ; aux leaders de l'opposition sous la République populaire de Pologne (RPP) ; ou encore, et de manière pérenne, à l'Église catholique. Ces voix ont contribué à construire par l'imposition d'un discours dominant une *Polonia* idéelle, patriotique qui était la seule à être moralement acceptable.

Dans cette perspective, la construction de la *Polonia* est à considérer en lien avec les conditions politiques exceptionnelles que la Pologne a connues l'enjoignant à lutter pour sa souveraineté et privant ses membres d'une « vie sociale normale » ce qui permet de comprendre, dans le même temps, l'importance des mouvements migratoires vers l'Europe et outre-Atlantique. De plus, ces conditions historiques expliquent que la société polonaise ait voulu ou dû croire dans les potentialités de l'activité individuelle de ses membres. La préservation et le développement de la culture nationale polonaise dépendaient ainsi plus de l'efficacité des activités personnelles de ses membres et moins de la tradition sociale dont les fondements ont été, avec récurrence, mis en péril.

Pour cette raison, les Polonais de l'étranger ont été appelés, à plusieurs reprises, à regagner la Pologne, mais ils ont été aussi sollicités pour œuvrer et combattre, au sens propre comme figuré, pour la Pologne depuis l'étranger. Les « émigrés-immigrés » (Sayad, 1999 : 14) polonais ont, dès lors, largement contribué à construire le discours sur l'émigration : « En tant qu'individus moteurs de la culture polonaise – par la consommation de narrations polono-centriques, de mythes, d'épopées, d'histoires familiales, d'actes quotidiens banals – les Polonais sont imprégnés du discours dominant sur l'émigration que l'on peut appeler "histoire nationaliste des migrations polonaises" » (Garapich, 2010 : 236). On comprend donc que l'épanouissement du nationalisme polonais et l'incitation à construire à l'étranger une communauté pour que le projet politique nationaliste puisse s'épanouir résultaient tout autant de l'imposition d'une norme « morale » que d'une norme « culturelle ». En outre, ces normes tendaient à générer une lecture essentialiste, naturalisante de la construction identitaire et avaient une certaine réception parmi les membres de la *Polonia*.

Dans ce contexte, même si l'émigration était perçue en Pologne comme une « pathologie » et si ses membres pouvaient être considérés comme des « traîtres à la cause nationale polonaise », ils ont souvent été réhabilités. Leur potentiel individuel et collectif a très vite été considéré comme pouvant compter dans la lutte pour l'émancipation de la société polonaise. Dans cette perspective, le rôle principal attribué à la *Polonia* était « d'être un "ambassadeur", un "visage", un groupe de *lobbying* en faveur de la Pologne, une élite représentant dignement le pays, un corps sensible à sa réputation, défenseur actif de la polonité, avec des institutions "promouvant" une conception de l'identité nationale déterminée et fortement politique » (Garapich, 2010 : 237). Les associations des Polonais à l'étranger se devaient d'assumer, elles aussi, le projet politique polonais tout en restant attentives aux normes « morales » et « culturelles » des sociétés d'immigration.

Pour comprendre les discours tenus à l'endroit de la *Polonia*, les propos du Primat polonais de l'Église catholique romaine (Stefan Wyszyński), dans un texte intitulé *Avertissement du Primat polonais sur la situation sociale* et datant de 1981, sont exemplaires : « Le droit de choisir le lieu où l'on vit est un droit que possède chaque être humain : que l'on décide de rester ou de partir, c'est une décision personnelle. Mais la Pologne, en particulier en ce moment, en raison de la situation spécifique dans laquelle elle se trouve a besoin de toutes les ressources humaines pour reconstruire sa structure sociale » (Erdmans, 1992 : 9-10). Le message de Stefan Wyszyński était le suivant : vous pouvez partir, mais vous devez rester. Les propos de Jean-Paul II en 1982 sont également significatifs : « On a une dette envers sa patrie comme on en a une envers sa famille, envers ses parents. C'est un lieu similaire, une dépendance très similaire et aussi une dette très similaire » (Dzwonkowski, 2007 : 117). Le même Jean-Paul II, en 1987 « [...] enjoignait les Polonais à rester en Pologne par devoir national [...] ». En 1987, le Pape "appelait les jeunes Polonais à ne pas perdre espoir et à ne pas quitter le pays" » (Erdmans, 1992 : 11).

Il en a été de même des leaders de l'opposition communiste dont les appels à rester en Pologne se sont multipliés à partir de l'instauration de la loi martiale (13 décembre 1981) : « parce que ce que vivait la Pologne dans les années 1980 était une révolution non violente, les membres de l'opposition considéraient que le fait d'émigrer pouvait être une entrave à la révolution » (Erdmans, 1992 : 12). En 1982, Adam Michnik accusait les activistes de *Solidarność* choisissant l'émigration de « commettre un acte tout à la fois de capitulation et de désertion » (Michnik, 1985 : 21). En septembre 1989, lors de la présentation par Tadeusz Mazowiecki de son cabinet, il invitait également les jeunes Polonais à ne pas quitter la Pologne pour aider à la reconstruction de la société avec « patience, énergie et persistance » (Tagliabue, 1989 : 3). Puisque la révolution était considérée par les leaders de *Solidarność* comme pouvant échouer du fait de l'émigration celle-ci était considérée comme soulevant un grave problème moral.

Les discours des « autorités morales », ici religieuses et politiques, consistaient donc en un rappel à la défense du bien commun, de l'intérêt national, celui-ci devant passer avant les projets individuels. Ce rôle attribué aux Polonais de l'étranger a imprégné durablement les membres de la *Polonia*. La récurrence du sentiment de culpabilité eu égard à leur départ de Pologne exprimé par les personnes interrogées en témoigne. Dès lors, ces derniers espéraient pouvoir

« se repentir » en s'efforçant de promouvoir et d'appliquer des « conduites patriotiques » : soutien au mouvement d'opposition démocratique depuis l'étranger (Voldoire, 2013 : 92) ; conservation dans la mesure du possible de leur nationalité polonaise ; investissement pour le développement de l'apprentissage du polonais auprès des jeunes générations ; plaidoyers pour la tenue d'offices dominicaux en latin ; insistance sur l'importance du respect du culte marial, etc. Au cours des entretiens, certains d'entre eux dissimulaient les raisons personnelles de leur départ : les justifications individuelles et collectives (politiques, sociales ou encore économiques) sont toujours imbriquées dans les récits des conditions du départ. Pourtant ils sont nombreux à avoir quitté la Pologne aussi pour des raisons personnelles : parce qu'ils ne trouvaient plus de place dans cette société, parce que les obstacles psychologiques étaient trop grands, etc. Toutefois, le syncrétisme opéré permet à leurs yeux de légitimer leur départ.

Exemple 1

Czeslaw Grzybowski (départ de Pologne pour la RFA en 1985) : *« Oui, et nous sommes aussi partis de Pologne pour venir en Allemagne parce que... pas seulement pour des raisons politiques, mais bon c'était une des raisons principales. On ne croyait pas que la Pologne pourrait devenir démocratique. Et on s'est dit soit on s'en va pour sauver notre peau, soit on reste dans la dissidence et on prend le risque d'être fait prisonnier et peut-être même de perdre la vie [...]. Le problème était surtout le logement, on vivait dans un minuscule appartement tous les deux [Czeslaw et son épouse], à peine quinze mètres carrés avec tout à l'intérieur : la cuisine, la salle de bain, tout ! Comme on avait des activités contre les communistes : on distribuait des tracts par exemple. À cette époque-là l'appartement s'était réduit de moitié parce qu'il y avait des centaines de tracts partout, une vieille offset. C'était devenu une imprimerie ».*

Exemple 2

Question : « Pourquoi as-tu quitté la Pologne ? »

Sonja Ligeza (départ de Pologne pour la RFA en 1982) : *« Par curiosité, insatisfaction avec la vie en Pologne, avec la vie politique. C'était à l'époque de Solidarité, quand Solidarité a commencé à émerger c'était le pire moment. Certes on avait la liberté de quitter le pays [...], mais surtout je voulais me libérer de cette pression, celle que je ressentais dans mon job. En tant qu'insti' j'avais l'impression de ne pas être libre. Et donc en quelque sorte j'ai fui, je me suis enfuie de Pologne. C'était pendant les vacances et à ce moment-là l'État de guerre a été déclaré et je suis restée pour toujours ».*

Exemple 3

Question : « Peux-tu me dire pourquoi tu es venue en Allemagne ? »

Ania Pawlicka (départ de Pologne pour la RFA en 1989) : *« Il y a plusieurs raisons... Parce qu'en Pologne je faisais du sport et à l'époque il y avait le système socialiste et du dopage. On était tous dopés et je ne le supportais plus, je n'avais que dix-sept ans. Et donc j'ai pensé que la meilleure solution était de se barrer le plus vite de ce pays. La deuxième chose, c'est que mon frère était en Allemagne. Et c'est donc pour ça que je suis venue en Allemagne. Mais à l'époque en quelque sorte tout le monde dans mon entourage fuyait la Pologne et donc moi aussi ».*

En raison de l'endogénéisation du statut de « déserteur », de « traître » et de la responsabilité morale envers la nation qui leur a été imputée, ces émigrés ont été enjoins afin d'atténuer le complexe lié au départ à se présenter comme moralement irréprochables à l'étranger. Peut-être le complexe lié au départ pouvait-il ainsi se trouver atténué ? Ces discours dominants ont contribué à faire de la *Polonia* un moteur des politiques polonaises d'émigration et à l'élever au rang d'interlocuteur privilégié, voire d'héroïne de l'indépendance polonaise. Pour ce faire, la *Polonia* se devait au minimum de défendre le projet nationaliste polonais et de promouvoir les valeurs de l'Église catholique romaine. Si l'acceptation de la *Polonia* s'étoffe et se complexifie au cours des XXe et XXIe siècles, nationalisme et catholicisme demeurent deux caractéristiques fondamentales jouant un rôle dans le processus d'ethnisation de la diaspora polonaise. Une seule attitude était donc tolérée : les migrants et enfants de migrants polonais se devaient d'être patriotes. Ainsi, ils conservaient la reconnaissance des autorités étatiques polonaises. Si ce constat vaut particulièrement jusqu'en 1989, après cette date, avec la création sur le territoire polonais de la *Wspólnota Polska*, la Pologne n'abandonne pas ses émigrés, mais contribue à redéfinir les contours de la *Polonia*.

La *Wspólnota Polska* : un tremplin créé par les Polonais pour la *Polonia*

La *Wspólnota Polska* (« la Pologne commune ») est une organisation non gouvernementale d'envergure internationale créée en février 1990 à l'initiative du Sénat polonais¹⁰. D'après ses statuts de 2008, « l'Association a pour but de renforcer les liens entre la *Polonia* et la patrie, la langue et la culture et d'aider à répondre aux divers besoins de nos compatriotes à travers le monde [...] convaincue de l'intégrité de la culture polonaise, du destin commun de la communauté polonaise et de la nécessité de la solidarité dans la préservation de l'identité nationale ; [il est nécessaire de] prendre des mesures pour le renom de la Pologne et des Polonais, quel que soit leur degré d'intégration dans le pays de résidence¹¹ ». Parmi les fondateurs et les membres de l'association apparaissent des sommités de la vie publique polonaise : sénateurs et députés, militants pour l'indépendance, représentants de l'Église catholique romaine, orthodoxe et protestante, élites intellectuelles, etc. Si elle affiche une diversité culturelle et religieuse, la première grande réunion (1990) s'est déroulée sous l'égide de Jean-Paul II marquant la primauté du catholicisme romain.

Avec ses vingt-quatre succursales et ses cinq *Maisons des Polonais* implantées sur le territoire national polonais, la *Wspólnota Polska* est un tremplin pour la *Polonia*. Par son envergure ne serait-elle pas devenue une « nouvelle autorité morale » ? La dénomination *Maison des Polonais* ne témoignerait-elle d'ailleurs pas également de cette ambition ? Cette appellation fait écho à celle de *Maison de la Polonia* que de nombreuses associations polonaises à

10 La *Wspólnota Polska* a plus particulièrement été créée par Andrew Stelmachowski qui fut membre de l'armée de résistance polonaise (*Armia Krajowa*) pendant la Seconde Guerre mondiale et juriste influent.

11 Les statuts de l'association ont été consultés sur la page web [URL : <http://wspolnota-polska.org.pl/>, consulté le 20/07/2013].

l'étranger¹² utilisent : une maison pour pouvoir être entre soi et exprimer ses opinions dans un « espace public privatisé ». À la « maison », on peut s'autoriser à parler en polonais, de la Pologne, des conditions de vie à l'étranger, de religion aussi – catholique bien sûr. En tout état de cause, le réseau associatif polonais à l'étranger cherche à créer une symétrie avec le réseau associatif polonais en Pologne. La *Wspólnota Polska* entend donc structurer le réseau associatif des Polonais à l'étranger et en retour ce dernier l'utilise pour faire émerger et tenter de résoudre des difficultés spécifiques.

Ce double mouvement peut être illustré comme suit. Afin de pouvoir étendre son rayonnement la *Wspólnota Polska* a pris appui sur nombre de communautés professionnelles, au titre desquelles la communauté polonaise des médecins de France, et d'organisations polonaises intervenant dans le domaine de l'éducation, de la culture, du sport ou encore du tourisme. Par ce moyen, elle organise des ateliers, des stages, des cours de polonais pour les enseignants de langue polonaise, des classes vertes pour les enfants et fournit du matériel scolaire grâce aux subventions du Sénat polonais. Ce dernier a d'ailleurs récemment financé la construction d'écoles polonaises (*Polska Skola*) à l'est de l'Europe (Lituanie, Biélorussie, Lettonie). En retour, comme en témoignent les entretiens conduits auprès des responsables associatifs ou des observations réalisées au sein d'associations ou de l'École polonaise de Cologne, le rôle, l'aide et le soutien de la *Wspólnota Polska* à ces organisations ont été très régulièrement évoqués. Lors d'une conversation informelle avec la directrice (Jacqueline Karzmiarczyk) de l'association MDP au sujet des financements de l'association, celle-ci expliquait qu'il était par exemple bien trop complexe pour l'association de solliciter des financements européens à l'inverse, justement, de ceux de la *Wspólnota Polska*. Pour cette raison, les responsables de la MDP soignent leurs relations avec cette dernière.

Christian Zywiets [président de la MDP] : « *Ce qui est certain c'est que vis-à-vis de la Pologne la démonstration a été faite que nous sommes représentatifs et que le travail se fait à notre niveau. J'ai rencontré longuement le président de la Wspólnota Polska [...]. Il nous a demandé où nous en étions, il a surtout apprécié le ton que j'ai employé vis-à-vis de la Fédération [autres associations polonaises du NPDC] parce que je ne veux surtout pas créer de fossé, le temps est à l'union. D'autant plus qu'individuellement, pour ce que je connais de leurs membres, je ne vois pas de différence entre les associations qui adhèrent à la Fédération et nous autres, sinon que la Fédération nous a reproché d'avoir laissé dans les statuts la référence aux valeurs de la République [française] : Liberté, Égalité, Fraternité* ».

Lors de l'observation participante réalisée au sein de la MDP, l'occasion nous a été donnée d'assister en 2007 à la réunion, à Hénin-Beaumont, du réseau des *Dom Polonii* (Maisons de la Polonia) qui justement s'effectuait sous l'égide de la *Wspólnota Polska*. Cette présence de la *Wspólnota Polska* dans une petite commune du bassin minier du NPDC est déjà un indicateur de son rayonnement et de son influence sur les associations locales. L'organisation de cette manifestation témoigne également de la réussite des ambitions portées par les responsables associatifs de la MDP. En outre, il n'est pas rare que, dès lors qu'une

12 Outre la référence à la MDPF, on pense également au réseau mondial des *Maisons de la Polonia* [*Dom Polonii*] créé et financé par la *Wspólnota Polska*.

association obtient le soutien du Sénat polonais, elle tente de s'appuyer sur la *Wspólnota Polska* pour impulser des initiatives législatives afin de créer des conditions favorables au renforcement et au développement de la *Polonia*. C'est par exemple par l'intervention de la *Wspólnota Polska* et du Sénat polonais que des fédérations d'associations (*Bundesverband Polnischer Rat in Deutschland* ; *Konwent der polnischen Organisationen in Deutschland*) ont pu, après 1989 (re) voir le jour en Allemagne et obtenir des subventions de la part des pouvoirs publics allemands. L'enjeu de reconnaissance est ici primordial d'autant que celle-ci était attendue depuis la chute du mur de Berlin.

Marius Jeske [président de la Fédération des Polonais en Allemagne, Rheinhausen] :
 « Il y a eu un traité germano-polonais, celui-là a été signé après la chute du mur de Berlin [Traité de Moscou et accords germano-polonais du 14 novembre 1990]. Ce traité vise en fait à redéfinir les frontières entre l'Allemagne et la Pologne. [...] Mais en plus de ça, il y a eu un traité entre les deux pays qui touchait à l'amitié culturelle et à la question du travail.

Et donc, dans ce traité, il est écrit qu'autant du côté allemand que du côté polonais, pour les populations qui vivent sur le territoire, soit d'origine polonaise, soit d'origine allemande, il est écrit que ces populations doivent être traitées de la même manière. Ça veut dire, par exemple, que ceux qui vivent en Silésie ou en Mazurie, c'est-à-dire ce qui était l'est de la Prusse, ces populations ont le droit de conserver leur nationalité en tant que minorité, ils ont le droit d'être représentés au Parlement, ils ont le droit de voter et de cultiver leur culture. Et le gouvernement polonais s'est efforcé de mettre de l'argent pour ces populations : pour la minorité allemande en Pologne. Et le gouvernement allemand doit faire la même chose pour la minorité polonaise : culture, langue, associations, etc. Mais seulement, quand on regarde la réalité, ça ne se passe pas vraiment comme ça : les Polonais investissent beaucoup d'argent et les Allemands repoussent toujours. Toujours est-il que c'est comme ça que le Konwent [Konwent der polnischen Organisationen in Deutschland] a été créé, pour faciliter la répartition de l'argent que le gouvernement allemand doit donner à nos associations ».

Dans ce débat qui opposait les associations polonaises aux pouvoirs publics allemands, la *Wspólnota Polska* a joué, pour défendre les intérêts de la *Polonia*, sur la culpabilisation morale de l'Allemagne que l'on peut résumer ainsi : l'Allemagne a une dette envers les Polonais et la réparation doit se faire à travers l'attention portée à la minorité nationale résidant sur son territoire.

Si les membres de la *Polonia* ont été et continuent à être encadrés par lesdites « autorités morales polonaises » et s'ils tolèrent cet encadrement c'est non seulement parce qu'ils trouvent par cet intermédiaire des soutiens pour le développement de leurs activités associatives, mais aussi parce que, grâce ici au soutien financier et moral de la *Wspólnota Polska*, ils peuvent occuper une place au sein des espaces publics allemand et français. La *Wspólnota Polska* établit clairement une continuité avec les valeurs antérieurement défendues : loyauté à l'égard de la Pologne, défense des valeurs du catholicisme romain. Toutefois, elle fait un pas de plus en invitant les migrants polonais et leurs héritiers à défendre dans leur pays d'immigration leur statut de minorité nationale. Dès lors, ce qui est en jeu est le processus amenant la *Polonia* des émigrés à devenir la *Polonia* des immigrés.

La *Polonia* face aux politiques « d'accueil et d'intégration » (Allemagne, France)

La structuration des réseaux autant que les ambitions poursuivies par les associations locales questionnent d'une part, les transformations identitaires de la *Polonia* et d'autre part, l'influence supposée ou réelle que la *Polonia* associative entend avoir sur les politiques « d'accueil et d'intégration ». Saisir ces ambitions implique de faire état du rôle différencié que ces associations jouent dans le NPDC et en RNW. Un indice se trouve dans les usages et les acceptions du terme *Polonia* donnés par les responsables associatifs : celui-ci ne figure pas ou rarement dans les dénominations des associations en RNW alors qu'il fait l'objet d'un usage récurrent dans le NPDC. La fréquence de cet usage dans le NPDC est à réinscrire dans le « débat sur la naturalisation des associations polonaises en France ». Il date des années 1970¹³ et s'est matérialisé en 1979 avec la transformation de l'association étrangère *Congrès des Polonais en France* en association française portant désormais le nom de *Congrès Polonia de France* (Garçon, 2006 : 40). Si le terme *Polonia* est utile aux associations polonaises en France, c'est parce qu'il permet concomitamment d'affirmer leur singularité et leur volonté d'adaptation. La *Polonia* incarnerait donc une tension qui bien qu'elle soit plus timorée en Allemagne n'est pas pour autant absente.

« Faciliter la vraie intégration dans la vie nationale française »

Un texte rédigé en 1985¹⁴ par le président du *Club Polonia Nord* (Edmond Marek¹⁵) rend compte d'une des acceptions de la *Polonia* alors en vigueur en France. Le titre mérite attention : *Pluralisme culturel, immigration réfractaire et Polonia de France* (Marek, 1985 : 1). L'« immigration réfractaire » renvoie, selon l'auteur, à l'immigration non européenne. Celle-ci est alors opposée à la « volonté intégrationniste » de la *Polonia* à laquelle il donne l'acception suivante : « Il faut convenir ici que la notion de "*Polonia de France*" doit revêtir son sens le plus large. En font partie tous ceux qui, à une époque quelconque, sont venus de Pologne et chez qui simplement ne s'est pas effacée entièrement la conscience de leur origine polonaise, même s'ils ne sont affiliés à aucune association à caractère polonais, même s'ils ne parlent plus la langue polonaise » (*ibid.* : 31). Le président de la *Polonia de Vicoigne* va dans le même sens lorsqu'il indique que la *Polonia* « ce sont les Polonais ou d'origine polonaise hors de Pologne, aujourd'hui, en tout cas pour notre association, ce sont les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants ».

Le texte de Marek va toutefois plus loin. Il est un plaidoyer défensif de la *Polonia* présentée comme ayant su se saisir du « pluriculturalisme » (*ibid.* : 20) ; un pluralisme culturel qui est quasiment naturalisé. L'auteur érige la

13 Ce combat a en particulier été celui de Gabriel Garçon, docteur en études slaves, maître de conférences à l'Université Catholique de Lille, mais aussi acteur associatif incontournable et fondateur de l'association le *Rayonnement Culturel Polonais*.

14 Ce texte a été rédigé pour une conférence donnée dans les locaux de la bibliothèque polonaise à Paris à l'occasion de la 4ème Université d'été de la « Communauté Franco-Polonaise ».

15 Edmond Marek était fils de migrants polonais, professeur des Universités et notamment directeur de la section de Langue, Littérature et Civilisation polonaises de l'Université de Lille.

Polonia en modèle de « l'intégration réussie » parce qu'elle est « intégration dans la diversité » (*ibid.* : 28) qui cependant a su ne pas oublier ses traditions comme le souligne la présidente de l'*Association culturelle franco-polonaise Orzelbialy* (Roubaix) : « la *Polonia* c'est l'ensemble de la polonité (personnes d'origine polonaise situées hors de Pologne et voulant maintenir les traditions ancestrales) ». Pour Marek, une différence fondamentale sépare les populations migrantes polonaises et celles « du Tiers Monde » qu'ils considèrent comme une menace pour « l'identité nationale française » (*ibid.* : 30-31). Ainsi, il fait état de la suprématie de la *Polonia* qu'il perçoit comme une élite de migrants parmi les migrants. On retrouve une acception approchante lorsque le président de la *Chorale des Mineurs Polonais de Douai* définit la *Polonia* comme : « la seule diaspora parmi toutes à faire corps avec sa nation, les Polonais dispersés dans le monde constituent le *dzielny Narod* [la nation courageuse] de la chanson ». Ce « courage polonais » doit, selon Marek, être mis au service, aux côtés desdits « Français de souche », de la « lutte contre l'immigration réfractaire » (*ibid.* : 9). Il peut ainsi affirmer : « Nous poursuivons le même but, c'est-à-dire faciliter à notre émigration la vraie intégration dans la vie nationale française, en s'efforçant cependant de convaincre ceux qu'elle embrasse de l'absolue nécessité de ne jamais renier leur origine et de toujours respecter et conserver la tradition polonaise. C'est seulement à cette condition qu'ils apporteront en effet à la France, dans tous les domaines de la vie intellectuelle, spirituelle et de la technique, les trésors du génie national polonais » (*ibid.* : 38).

Si tous les responsables associatifs interviewés n'ont pas cette prétention, il y a dans le texte de Marek la volonté de faire de la *Polonia* un interlocuteur privilégié pour les pouvoirs publics français. Et c'est ainsi que les contours de la *Polonia* se dessinent : une *Polonia* qui se singularise et qui nous permet d'identifier une « matrice culturelle » aux contours ethno-nationaux, voire de déceler une racialisation des identités. En effet, la *Polonia* aurait, selon l'auteur, une « façon de penser et de sentir » (*ibid.* : 32) distinctive. En filigrane de ce texte, l'auteur formule des propositions à l'endroit des pouvoirs publics français – qu'il faut resituer dans le contexte politique national avec, au début de son septennat en 1981, la promesse de François Mitterrand quant à l'introduction du droit de vote aux étrangers – préférer le credo intégrationniste-biculturaliste à l'assimilation, rejeter à la marge de la société les populations « inadaptées et inadaptables que sont les populations du Tiers Monde » (*ibid.* : 29), etc.

Ainsi, la singularisation de la *Polonia* en comparaison à d'autres populations migrantes se manifeste par l'affirmation d'une identité ethno-nationale. Si le président de la MDP (Christian Zywiets) soulignait, au cours de l'entretien conduit en 2007, l'importance de la mention, dans les statuts de l'association, « Liberté, Égalité, Fraternité », quelques années plus tard la MDP devenue alors MDPF se présentait davantage comme une association de la *Polonia* attachée à la Pologne que comme une organisation franco-polonaise. Des initiatives comme celle qui entre 1953 et 1976 avait permis la création du « Comité électoral des Polonais naturalisés » semblaient désormais désuètes. En effet, ce dernier s'était efforcé de « promouvoir la citoyenneté française comme moyen alternatif pour défendre les intérêts de la nation polonaise, incluant tant ses membres dispersés que ceux restés en Pologne » (Vychtyl-Baudoux, 2010 : 65).

« Franchir des étapes pour une intégration minimale » en Allemagne

Parce qu'en RFA la diplomatie de la dette envers la minorité nationale polonaise ne fonctionne pas ou mal, les responsables associatifs polonais en RNW ressentent l'obligation de promouvoir d'une part, l'« intégration » de la minorité nationale polonaise et d'autre part, de tenter de construire l'amitié germano-polonaise qui, à l'inverse de ce que considèrent les responsables associatifs en France, n'est pas acquise. Si en RNW, les associations semblent davantage œuvrer qu'en France à cette « intégration », c'est afin de pallier les manquements des pouvoirs publics allemands. La description des activités associatives du *Club polonais de Wuppertal* faite par son président au moment de l'enquête est révélatrice. En effet, dans un texte (datant de 1986) joint au questionnaire envoyé au président du *Club polonais de Wuppertal* (*Polnischer Klub in Wuppertal*) cette ambition est explicite :

« Ce fut [le présent texte] écrit au cours de l'année 1986. De nombreuses personnes viennent de Pologne – ils arrivent avec des statuts juridiques très différents [...] et ils sont peu nombreux à savoir parler allemand, [...] et ils ressentent des difficultés dès lors qu'ils sont confrontés à la "liberté ordonnée" de l'Ouest et ils ne s'en sortent pas avec les administrations. Ils ont à remplir un nombre innombrable de formulaires et ça leur pose d'importants problèmes. Les gens ont fait des efforts, ils ont cherché de l'aide. Ils ont aussi cherché une salle. [...] Tous ceux qui cherchaient de l'aide la trouvèrent ici – et leurs problèmes touchaient toutes les dimensions de la vie quotidienne. [...] Et c'est comme ça que l'on a obtenu un statut d'utilité publique. [...] Et ça a vraiment fonctionné. Je crois vraiment que l'on apportait une aide à l'intégration et qu'on l'apporte toujours. Une intégration intelligemment pensée et qui gravit des étapes progressives prend du sens et peut fonctionner. Nous sommes un moteur pour l'intégration à Wuppertal. Et le fait que nous ayons la même culture joue un rôle important. Il faut franchir des étapes pour une intégration minimale. [...] Ensuite, nous pourrions commencer à initier un cycle de conférences qui toucherait à la question de l'ordre politique en République fédérale d'Allemagne (RFA) : ce qu'est le *Bundestag*, le *Bundesrat*, comment fonctionnent la République, la démocratie participative, comment se passent les élections, comment fonctionne la ville de Wuppertal, le *Land* de RNW. Nous voudrions peut-être organiser une visite du *Bundesrat* ou du *Bundestag*. Tout cela est en cours de préparation ».

Cet extrait montre combien l'« intégration » économique, sociale et politique n'est pas perçue comme allant de soi ce qui explique pourquoi les responsables associatifs se sentent investis « d'une mission » pour la promouvoir :

« La Polonia c'est le respect d'un certain nombre de valeurs sans qu'il s'agisse de construire un ghetto. Pour cette raison, on doit aider à l'intégration » affirme la présidente de l'Association culturelle germano-polonaise - Podium (Deutsch-Polnischer Kulturverein - Podium).

Cette posture « intégrationniste » oblige dans le même temps les membres de la *Polonia* à minimiser ce qui ferait la singularité des migrants polonais en RFA.

Ainsi, pour le président de la *Chorale de Dortmund* (*Chor Polonia Dortmund*), la *Polonia* « ce sont les gens qui sont liés à la Pologne, mais qui sont discrets. Ce sont ceux qui ont élevé leurs enfants dans le bilinguisme, mais qui parlent polonais, tout bas, chez Aldi [supermarché] ».

Ces regards montrent que les associations polonaises suivent deux sentiers de dépendance distincts en tentant, dans le même temps, de faire valoir leurs représentations de ce que devraient être les politiques « d'intégration et d'accueil » conduites à leur endroit. Dans le cas du réseau associatif du NPDC, Marek s'autorise à affirmer la singularité de la *Polonia* de France, sa supériorité vis-à-vis d'autres populations migrantes autant que le « naturel » avec lequel elle serait encline à promouvoir ce qu'il nomme un « intégrationnisme-biculturaliste » (Marek, 1985 : 12). Pour ce faire, il considère l'amitié franco-polonaise comme acquise. Dans le cas du réseau associatif de RNW, « l'intégration » est considérée comme difficilement atteignable pour ces deux ennemis historiques que sont l'Allemagne et la Pologne. De surcroît, les migrants polonais et leurs enfants tendent en RNW à se considérer comme davantage « minorisés » que leurs compatriotes du NPDC. Dans les deux cas, les réseaux associatifs recherchent l'obtention d'une reconnaissance de la part des États d'immigration. Quittant l'espace national et local, la troisième partie aborde les manières dont la *Polonia* s'est durablement inscrite dans les institutions européennes pour faire valoir la voix des migrants et enfants de migrants polonais.

Les ambitions européennes de la *Polonia* ou l'eupéanisation de la *Polonia*

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les migrants polonais déjà organisés aux échelles nationales et locales créèrent l'*Union des communautés polonaises en Europe* (UECP). Celle-ci s'inspirait du *Conseil de la Polonia mondiale* (Chicago). Ce dispositif mérite d'être articulé avec, à la même époque, d'autres initiatives.

Une tentative d'influence collégiale

Ces initiatives n'étaient pas spécifiquement polonaises, elles fédéraient des exilés des pays d'Europe centrale et orientale en Europe. On peut prendre avec Laptos l'exemple de l'*Intermarium* (Laptos, 2005 : 188) dont l'esquisse du programme a été publiée à Rome en août 1945. L'*Intermarium* est l'appellation utilisée par les clubs d'Europe centrale et orientale pour désigner le projet de fédération ou d'union régionale des pays situés entre la mer Baltique, la mer Méditerranée et la mer Noire. Ce projet avait reçu l'aval du puissant Comité national de l'Europe libre (*National Committee for a Free Europe* - NCFE). Il misait sur une coopération avec les premières institutions européennes en vue de préparer le lointain, mais inévitable élargissement à l'Est.

Ce projet faisait suite aux contacts établis pendant la guerre par les gouvernements des pays d'Europe centrale et orientale en exil et notamment par le gouvernement polonais en exil¹⁶. Ces comités ou conseils ont contribué à donner du poids et à légitimer le mouvement d'opposition démocratique autant

16 Des initiatives individuelles peuvent être évoquées comme celle de Jerzy Jankowski en France qui a été à l'origine de la création de la *Communauté Franco-Polonaise* (CFP) en 1976. Par sa proximité avec le mouvement fédéraliste européen, voire le groupement politique *Indépendance et Démocratie* [*Niepodleglosc i Demokracja* – NiD], il a contribué à la création à Paris et à Londres en 1949 de l'*Union des fédéralistes Polonais* et a fondé la revue *Polska w Europi* : *La Pologne en Europe*.

qu'à faire entrer et compter la voix de la Pologne dans le concert des nations européennes. Étant donné la difficulté qu'il y avait à établir un contact avec les pays concernés, la responsabilité de défendre les valeurs nationales et les idéaux démocratiques incombait à l'émigration qui devenait de fait un partenaire précieux comptant dans les rangs du mouvement européen et travaillant en coopération avec le Conseil de l'Europe. Dès lors, « à l'occasion de la première session de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, les délégués de l'émigration avaient été invités. [...] Le *Daily Telegraph* révèle que les exilés ont pris part aux travaux en qualité d'observateurs, mais que, le "dernier jour de la session" [26 août 1949], ils se seraient réunis sous les auspices du Mouvement européen pour former une organisation informelle de coopération avec le Conseil de l'Europe » (Laptos, 2005 : 200). C'est ainsi que, sous les auspices du Mouvement européen, une Commission de l'Europe centrale et orientale a été créée. Désormais le but principal fixé par la Commission, qui répondait aux revendications de l'*Intermarium*, consistait à élaborer un programme dit d'adaptation pour les pays représentés. À travers ces initiatives européennes, on comprend que les membres de la *Polonia* étaient sollicités et investis afin d'œuvrer pour que la Pologne recouvre son indépendance. En donnant la parole aux émigrés, ladite « matrice culturelle » de la *Polonia* s'est transformée. La *Polonia* n'avait plus pour seuls interlocuteurs les nationalistes polonais, mais devenait un partenaire pour les États d'Europe de l'Ouest. Par la participation à l'expérience européenne, la *Polonia* a également pu consolider son réseau diasporique.

Cependant, ces tentatives d'influence et d'intégration des instances communautaires n'étaient pas du goût de toutes les associations polonaises.

Les dissensions au niveau local vis-à-vis des initiatives européennes de la *Polonia*

Pour la période 1945-1989, les dissensions présentes au niveau local résultaient de la polarisation du réseau associatif : communistes versus anticommunistes. « Leur scission entre ceux qui sont "pro-" ou "anti-régime" a pour conséquence la coexistence, tout près les uns des autres, de ceux qui représentent le "pays officiel" et de ceux qui revendiquent la représentation du "vrai pays". Cette politisation, qui intervient par une prise de position sur la légitimité tend à envahir tout l'espace communautaire et à imposer à tous le choix d'un camp » (Dufoix, 2003 : 79). Cette polarisation a durablement marqué le paysage associatif de la *Polonia*.

C'est ainsi que le NPDC a vu naître sur son territoire l'association *France-Pologne* considérée comme « d'obédience communiste ». Cette association avait été impulsée par Frédéric Joliot-Curie et portait initialement le nom d'*Amitié France-Pologne*. Ce n'est qu'en 1956 qu'elle est devenue l'association *France-Pologne*. L'entretien conduit avec Laurent Heleniak, responsable de cette association à Rouvroy, nous apprend qu'elle avait un ancrage local dans le NPDC.

Question : « *Est-ce qu'il y avait une association France-Pologne dans le NPDC ?* »

Laurent Heleniak : « *Oui, on est une des plus jeunes, tout de suite après la guerre, au moment où Joliot-Curie avec ses amis a créé France-Pologne, très rapidement ici il y a eu une association, mais elle n'a pas été déclarée comme appartenant au réseau. Moi,*

j'ai connu les gens qui en étaient à l'origine, mais je n'ai jamais pensé à leur demander vraiment toutes leurs pièces [retraçant les étapes de la création de l'association], ils m'ont donné quelques pièces, mais ce n'était pas suffisant. Ils m'ont donné des courriers de 1959 qui étaient adressés à France-Pologne, que France-Pologne adressait à des associations, pour des partenariats, mais je n'ai pas vraiment trouvé la déclaration. Donc moi j'ai régularisé quand j'ai repris l'association en 1983, j'ai régularisé donc un certain nombre de points au niveau administratif ».

Cette association a été une des seules à être reconnues par les autorités gouvernementales polonaises, et ce jusqu'au changement de régime. Elle organisait, entre autres manifestations de soutien à l'État-Parti, des voyages officiels en Pologne auxquels participaient de nombreux militants du Parti communiste français, mettait en place des jumelages avec des villes polonaises, prévoyait des séjours pour les enfants de migrants polonais, etc. Du côté de ceux qui se dénommaient les « anticommunistes » et qui étaient, en retour, appelés les « antigouvernementaux », on retrouve la plupart des structures associatives dites historiques comme le *Congrès de la Polonia de France* qui en dépit du vieillissement de ses structures est longtemps demeuré le leader idéologique de la *Polonia*. À partir de 1980 de nouvelles associations promouvant explicitement le soutien à *Solidarność* sont venues renforcer les rangs de cette opposition associative : *Solidarité avec Solidarność* (Roubaix). Enfin, de nombreuses associations culturelles et cultuelles, déjà existantes, se sont également engagées pour la défense d'une Pologne indépendante et démocratique et ont soutenu les initiatives promouvant une visibilité des migrants polonais au sein des institutions européennes.

À l'ouest de l'Allemagne, la polarisation était moins visible. En effet, la division de l'Allemagne entre RDA et RFA ne permettait pas l'expression publique d'opinions politiques procommunistes. Pour décrire le spectre associatif soutenant le combat pour une Pologne démocratique, trois types de structures sont identifiables. Les premières étaient les associations catholiques unies sous le nom d'*Organisations catholiques et conservatrices en exil* (*Kirchlich Konservativer Exilorganisationen*). Les deuxièmes étaient composées des associations « historiques » au sein desquelles la division communiste versus anticommuniste existait. Ainsi, *Zgoda* était considérée comme « le bras droit » à l'étranger du Parti ouvrier unifié Polonais (POUP), alors que *Rodlo* se présentait comme une association traditionaliste et religieuse. Les dernières structures associatives créées étaient les organisations dites de « soutien à la dissidence ». C'est dans cette perspective que l'association *IGNIS-Europäisches Kulturzentrum* (*Centre culturel européen - IGNIS*) a vu le jour à Cologne en 1984. Cette dernière ne visait pas uniquement le public des migrants polonais, mais l'ensemble des populations migrantes venant des pays d'Europe centrale et orientale.

En fonction des orientations politiques de ces associations, on comprend que des divergences existent parmi les migrants polonais à l'égard des initiatives européennes mentionnées précédemment. Les objectifs promus, par exemple, par des associations locales comme *IGNIS* n'étaient pas étrangers à ceux que l'*In-termarium* avait développés quelques décennies plus tôt. En effet, cette association s'était donnée pour ambition de permettre l'intégration non pas seulement des Polonais, mais des populations d'Europe centrale et orientale présentes sur le territoire allemand. Pour ce faire, elle s'était notamment entourée de juristes spécialisés dans le droit des étrangers et des demandeurs d'asile.

Que reste-t-il aujourd'hui de ces initiatives collectives qui s'étaient structurées autour des institutions et des enjeux européens contribuant ainsi à renforcer la *Polonia* ?

L'actualité du rapport à l'Union européenne au sein de la *Polonia* à l'aune du Triangle de Weimar

Si à partir de 1989, certains responsables associatifs polonais ayant pris part aux débats européens ont quitté l'Europe de l'Ouest pour se réinstaller en Pologne, la question de l'adhésion de la Pologne à l'UE puis de la place de la Pologne dans l'UE n'a pas disparu avec eux.

Un indicateur est la création du Triangle de Weimar en août 1991 et son devenir au sein des associations. Avec le Triangle de Weimar les associations ont contribué à structurer une coopération tripartite interrégionale entre le NPDC, la RNW et la Silésie (2001). Cependant, si dans le cas allemand ce dispositif imprègne durablement le paysage associatif, il s'apparente dans le cas français à un simple souvenir qui progressivement s'efface.

Au cours d'un entretien conduit avec le responsable des programmes (Paul Oleksiak) de la MDP, le Triangle de Weimar a en effet été évoqué comme une référence ayant laissé une trace dans les mémoires, mais difficilement mobilisable pour ce qui concerne l'action associative telle que conduite au XXI^e siècle. Au détour d'une question portant sur le parcours migratoire de la famille de cet interlocuteur, on saisit les raisons de l'investissement du Triangle de Weimar autant que l'effritement de cette structure.

Question : « *Pourrais-tu me parler de l'arrivée de ton père en France ?* »

Paul Oleksiak : « *Il est venu parce que mes grands-parents sont venus. Il avait quatre ans. Donc, il n'avait pas de souvenir de l'Allemagne [parcours migratoire : Pologne, Allemagne, France], mais il a été élevé dans cette tradition où on se préoccupait un peu de ce qui se passe en Allemagne. Donc, il a beaucoup de choses à dire aussi. Et toutes les tantes de cette époque-là, qui sont maintenant toutes décédées depuis vingt ans, j'en ai entendu moi ! [...] Mais c'était tout ça, y avait toute cette ambiance-là entre la Pologne, la Westphalie et la France. Moi, j'ai baigné dans le Triangle de Weimar dès qu'il a été créé parce qu'à partir de là, on a travaillé à Lille sur le trilatéral sans arrêt.* »

Question : « *Où est-ce que tu travaillais à ce moment-là ?* »

Paul Oleksiak : « *À l'Académie Européenne : le centre de formation européen. On travaillait sur les jumelages de villes et les appareilllements d'école. J'ai développé pas mal d'échanges trilatéraux : franco-germano-polonais, en RNW et en Silésie ; j'ai pas arrêté. Y a eu un gros travail qui a été fait et c'est vrai qu'aujourd'hui on arrive à dépiater des choses parce que tout ce travail-là a été réalisé à un moment donné. Et c'est vrai qu'aujourd'hui réactiver ça, ça veut dire passer le message à des gens qui viennent seulement maintenant, qui s'y collent maintenant parce qu'ils ont pas eu l'expérience d'il y a dix ans. Mais dix ou quinze ans d'écart c'est beaucoup et je crois, enfin, voilà maintenant pour nous à la MDP, le Triangle de Weimar, pffff... c'est de la broutille ! Et même l'UE, je ne sais pas moi, mais on s'en sort pas avec l'UE.* »

Paul Oleksiak est le seul de nos interlocuteurs à faire mention du Triangle de Weimar même si c'est pour évoquer sa caducité. À l'inverse, en RNW, son évocation est récurrente, car il est un jalon essentiel pour la construction de l'amitié germano-polonaise. Plus généralement, les associations inscrivent, comme c'est le cas pour le président de Rodlo à Kleve (Riszard Puczek), l'UE à l'agenda de leurs activités.

Question : « *Est-ce que vous utilisez le mot Polonia ?* »

Riszard Puczek : « *Oui* ».

Question : « *Et quelle(s) signification(s) la Polonia a-t-elle pour vous ?* »

Riszard Puczek : « *Je l'utilise par exemple... Aujourd'hui, on peut dire : nous sommes des Européens. Et c'est une grande chance. C'est une chance que l'Europe a maintenant et qu'elle n'a encore jamais eue dans sa vie : plus de frontières et peut-être que bientôt on aura une petite constitution [...]. Oui, j'espère qu'on arrivera vraiment à construire cette amitié [germano-polonaise]. [...] Vous savez, il faut que je le dise : en Pologne, la minorité allemande est plus protégée financièrement [que la minorité polonaise en Allemagne], en plus ils ont même des députés sur la scène politique polonaise. En Allemagne, dans les années 1980-1990, il y a eu des pourparlers, etc. Mais les Allemands ont toujours des problèmes avec les Polonais. Par exemple, avec l'apprentissage du polonais dans les écoles c'est parfois difficile. Ils disent, "nous allons faire ça et ça", mais rien ne se passe. Et pourtant c'est bien dans cette direction que l'on devrait aller et c'est inscrit dans le Triangle de Weimar. Les Allemands doivent aussi comprendre que la Pologne est un autre État, ce n'est plus la Pologne des années 1980. La Pologne est à prendre en compte comme un véritable partenaire. On peut faire de bonnes affaires avec la Pologne. Et troisième chose, parfois quand je lis le journal, je me dis que l'on ne fait pas assez état de l'histoire européenne : Roosevelt, Staline et Churchill ont divisé l'Europe, les guerres ne causent que des problèmes. Et le résultat est que l'Allemagne a perdu, c'est le résultat ! Nous devons essayer, je l'ai déjà dit, d'avoir une situation en Europe que nous n'avons jamais eue jusque-là ».*

Par la mobilisation du référent européen dans le cadre des activités associatives de Rodlo, Riszard Puczek souhaite encourager l'intégration de la minorité polonaise en Allemagne. En outre, pour que ce projet réussisse il semble demander à l'Allemagne d'avoir l'humilité suffisante pour permettre à la Pologne d'avoir la place qu'elle mérite en Europe. Le Triangle de Weimar et plus généralement l'expérience européenne sont mobilisés comme arguments d'autorité pour faire valoir la « cause de la minorité nationale polonaise » en Allemagne qui souffre, selon Riszard Puczek, d'un cruel manque de reconnaissance.

Conclusion

À travers l'analyse des logiques d'encadrement de l'activité associative polonaise à l'étranger par les autorités morales polonaises deux référentiels constitutifs de la *Polonia* des émigrés sont identifiables : la religion catholique romaine et le nationalisme polonais. La *Polonia* des immigrés aux prises avec les politiques « d'accueil et d'intégration » conduites en Allemagne et en France permet quant à elle de distinguer deux manières de lutter pour l'obtention d'une reconnaissance attendue de la part des pouvoirs publics. Pour ce faire, en France

depuis la fin des années 1980, les Polonais tendent à affirmer publiquement leurs particularismes ce qui contraste avec le républicanisme assimilationniste du « creuset français » (Noiriel, 1988 : 1) d'autant plus que des expressions ethno-nationalistes et parfois racialisantes sont présentes dans certains de leurs discours. Ces dernières résultent du développement en France d'un intégrationnisme ethnocentrique qui traduit une « approche culturaliste de l'immigration » (Bouamama, 2011 : 47). Autant d'expressions que l'on ne retrouve pas parmi les membres de la *Polonia* allemande qui cantonnent celles-ci à la sphère privée. Si les responsables associatifs en RFA ne sont pas sans faire référence à l'ethnicité il s'agit de discours plus apaisés sur l'ascendance. L'hypothèse privilégiée dans cet article pour expliciter la divergence de discours a été celle des incidences des relations bilatérales. En effet, parce que l'amitié franco-polonaise est considérée comme acquise par la plupart des Polonais du NPDC, elle tend à autoriser dès la fin du XXe siècle la manifestation d'un mécontentement à l'égard des pouvoirs publics français et s'accompagne de la volonté de voir le rôle des Polonais en France davantage reconnu. À l'inverse, l'amitié germano-polonaise considérée comme fragile et fragilisée par l'histoire tend à atténuer des insatisfactions pourtant similaires au profit d'un discours public prônant le renforcement des liens d'amitié. En RFA, aux yeux des membres de la *Polonia*, reconnaissance il y aura dès lors qu'ils pourront observer des faits tangibles scellant l'amitié germano-polonaise. Les positionnements actuels des associations polonaises dans le NPDC et en RNW à l'égard de l'expérience européenne viennent confirmer cette hypothèse. Pour ne prendre que le cas du Triangle de Weimar à la différence de la France il appartient au registre des associations polonaises en Allemagne puisqu'allant dans le sens de la construction de l'amitié germano-polonaise.

En dépit de ces divergences, la *Polonia* française, comme la *Polonia* allemande, a une structure commune héritière des luttes nationalistes que la Pologne a connues aux XIXe et XXe siècles. Si le nationalisme des nationalistes n'est plus, il a laissé des traces au sein de la *Polonia* du XXe siècle. Ainsi, s'expliquent l'importance et la récurrence des discours des membres de la *Polonia* quant à leur loyauté à l'égard de la Pologne, une loyauté toutefois plus patriotique que nationaliste.

L'étude des interactions entre la *Polonia* et les acteurs en charge des politiques migratoires révèle donc bien un processus d'ethnisation de celle-ci. La référence à l'ethnicité est dès lors une manière pour la *Polonia* associative de légitimer ses pratiques et ses constructions identitaires. Cette ethnisation traduit l'existence, au sens wébérien, d'une solidarité ethnique entre ses membres. Si celle-ci est prégnante, c'est au sens de « "chance objective" pour l'action politique » (Winter, 2004 : 85). Autrement dit, l'ethnicité fournirait « à la fois une visibilité et une légitimation morale » (*ibid.* : 88) nécessaires à la poursuite d'une action politique collective d'où l'idée qu'elle puisse, en particulier, surgir dans l'observation des activités associatives. « Dans les sociétés modernes, le recours à l'identité ethnique comme "autorité transcendante" sert plutôt de justification "morale" ou de stratégie "rationnelle". Faisant référence au droit libéral à l'universalisme, les groupes minoritaires revendiquent leur spécificité afin d'améliorer, à l'aide de la juridiction moderne, leur situation économique. Le fait que l'identité collective renvoie à un facteur aussi abstrait que l'ascendance commune a une conséquence fonctionnelle importante : elle permet aux membres de la collectivité d'entretenir des relations plus concrètes

dont ils ont besoin pour vivre en société » (*ibid.* : 70). Si une solidarité ethnique de la *Polonia* s'est constituée, c'est notamment dans l'objectif de sauvegarder leur honneur social en particulier lorsque celui-ci est mis à mal ou bafoué. Cette lecture du groupe ethnique, comme émanant de l'activité politique, permet de lire la construction de ce dernier comme relevant aussi bien de la « communalisation » que de la « sociation » (Weber, 1995 : 78-82). En ce sens, il résulterait d'enjeux rationnels et ne serait donc pas exclusivement relatif parce que subjectif. Cette lecture de l'ethnisation comme légitimation morale rend compte de la manière dont ce groupe minoritaire se positionne vis-à-vis des référents du groupe dominant.

Ainsi, les raisons des usages ou du non-usage du terme *Polonia* se révèlent à partir de l'attention portée aux « cadres sociaux de l'identité » (Martin, 2010 : 52). Si faire de la diaspora polonaise une catégorie scientifique est inenvisageable, par contre, travailler sur la *Polonia* conduit à penser la diaspora en dehors d'une grille de lecture primordialiste. Elle invite aussi à mettre à mal la distinction entre les « vraies » et les « fausses » diasporas sans créditer, pour reprendre les propos de Richard Marienstras cité par Dufoix (2003 : 29-30), la « tentation récente d'utiliser le mot "pour désigner n'importe quelle communauté émigrée que son nombre rend visible dans la collectivité d'accueil" ». Dans cette perspective, la *Polonia* serait davantage une construction matérielle et idéale qu'elle n'est une illusion. Si la référence à la *Polonia* n'est pas une usurpation d'identité, intégrer la catégorie de dispersion pour décrire les migrations polonaises demeure éminemment problématique.

❖ Références bibliographiques

Bouamama Saïd (2011) *Les discriminations racistes : une arme de division massive*, Paris, L'Harmattan, 214 p.

Bourdieu Pierre et Passeron Jean-Claude (1964) *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Les Éditions de Minuit, 179 p.

Chojnacki Wladyslaw et Drzewieniecki Walter M. (1978) Towards a Bibliography of American Polonia, *Polish American Studies*, 35 (1-2), pp. 54-77.

Dufoix Stéphane (2003) *Les diasporas*, Paris, Presses Universitaires de France, 127 p.

Dzwonkowski Roman (2007) *Jean-Paul II à la Polonia et aux Polonais de l'étranger, 1979-2003*, Paris, Discours, Lettres, SAC, 111 p.

Erdmans Mary Patrice (1992) The social construction of the emigration as a moral issue, *Polish American Studies*, 49 (1), pp. 5-25.

Galush William J. (2006) *For more than Bread. Community and Identity in American Polonia (1880-1940)*, New York, Columbia University Press, 221 p.

Garapich Michel (2010) « Je suis parti juste comme ça... ». Le discours migratoire et ses contestations, *Ethnologie française*, 2 (40), pp. 235-243.

Garçon Gabriel (2006) L'idée de fédération des associations polonaises de France de 1924 à nos jours [Intervention du 12 mars 2004 pour le congrès national de la Polonia de France], Lille, *Bulletin du Rayonnement Culturel Polonais*, 51.

Green Nancy L. et Weil François (2006) *Citoyenneté et émigration. Les politiques de départ*, Paris, Éditions de l'EHESS, 271 p.

Klessmann Christoph (1978) *Polnische Bergarbeiter im Ruhrgebiet. 1870-1945*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 306 p.

Laptos Jozef (2005) L'apport des exilés d'au-delà du rideau de fer à la construction européenne, in Michel Dumoulin et Idesbald Goddeeris Eds., *Intégration ou représentation ? Les exilés polonais en Belgique et la construction européenne*, Louvain-la-Neuve, Bruylant-Academia, pp. 187-211.

Marek Edmond (1985) Pluralisme culturel, immigration réfractaire et Polonia de France, Lille, *Brochure du Club Culturel Franco-Polonais*, 30, 44 p.

Marienstras Richard (1975) *Être un peuple en diaspora*, Paris, Maspero, 213 p.

Martin Denis-Constant (2010) Écarts d'identité, comment dire l'Autre en politique ?, in Martin Denis-Constant Éd., *L'identité en jeux. Pouvoirs, identifications, mobilisations*, Paris, Karthala, pp. 13-124.

Michnik Adam (1985), Why are you not emigrating...: a letter from Biololeka, 1982, in Adam Michnik, *Letters from prison and other essays*, Berkeley, University of California Press, 371 p.

Noiriel Gérard (1988) *Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Le Seuil, 440 p.

Ponty Janine (2011) *Polonia. Des Polonais en France de 1830 à nos jours*, CHNI, Paris, 278 p.

Sayad Abdelmalek (1999) *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 438 p.

Tagliabue John (1989) Poles approve Solidarity Lead Cabinet, *New York Times*, 13, p. 3.

Thomas William Isaac et Znaniecki Florian (1998) *Le paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant*, Paris, Nathan, 446 p.

Voldoire Julie (2013) De « l'arrière-cour » à l'exil. Transformations des pratiques et des discours dissidents sous la République populaire de Pologne à partir du cas des exilés politiques polonais en Allemagne et en France, in Philippe Josserand et Françoise Lejeune Eds., *La Marge*, Paris, L'Harmattan, pp. 81-97.

Vychytil-Baudoux Florence (2010) Le Comité électoral des Polonais naturalisés (1953-1976). Une expérience polonienne en France, *Relations internationales*, 141, pp. 65-81.

Weber Max (1995) *Économie et société. Les catégories de la sociologie* (Tome 1), Paris, Plon, 411 p.

Winter Elke (2004) *Max Weber et les relations ethniques. Du refus du biologisme racial à l'État multinational*, Saint-Nicolas (Québec), Les Presses de l'Université de Laval, 236 p.

Julie Voldoire

✦ **Enjeux de pouvoir, enjeux de reconnaissance
ou l'ethnisation de la *Polonia***

Cet article entend analyser l'influence que la *Polonia* tente d'exercer sur les acteurs en charge des politiques migratoires en Europe autant que les logiques d'instrumentalisation dont elle fait l'objet. En prenant au sérieux la *Polonia* (diaspora polonaise), cette étude interroge les usages de cette terminologie qui est, pour les migrants et enfants de migrants polonais, un marqueur identitaire et un support à l'action. La *Polonia* devient alors un outil pour renouveler l'approche faite en sciences humaines et sociales de la catégorie de diaspora. Cet argumentaire repose sur l'investigation empirique de deux réseaux associatifs locaux : germano-polonais (Rhénanie-du-Nord-Westphalie) et franco-polonais (Nord-Pas-de-Calais). Il s'agit alors d'interroger le processus d'ethnisation à l'œuvre tant pour ce qui concerne la construction identitaire du groupe que les politiques migratoires (politiques « du départ et du retour » et « d'accueil et d'intégration ») conduites à son endroit.

✦ **Power Issues, Issues of Recognition
or the Ethnisation of *Polonia***

This article intends to analyse how *Polonia* attempts to influence the decision-makers responsible for migration policies in Europe on the one hand, and the logics used to instrumentalise the Polish diaspora on the other. By taking the *Polonia* (the Polish diaspora) seriously this study questions how this terminology is used – a terminology that is both a marker of identity and a basis for action for Polish immigrants and their children. The *Polonia* then becomes a tool for renewing the ways in which the human and social sciences treat the diaspora category. This reasoning is based on the empirical investigation of two local associative networks: Germano-Polish (North Rhineland-Westphalia) and Franco-Polish (Nord-Pas-de-Calais). This means studying the ethnisation process both from the point of view of how the group's identity is constructed and the migration policies the group is subject to – policies "of departure and return" and "of welcome and integration".

✦ **Retos de poder, retos de reconocimiento
o etnicización de la *Polonia***

Este artículo entiende analizar tanto la influencia que la *Polonia* intenta ejercer sobre los actores encargados de las políticas migratorias en Europa como las lógicas de instrumentalización de las cuales es el objeto. Considerando la *Polonia* (diáspora polaca), este estudio interroga los usos de esta terminología que es, para los migrantes e hijos de migrantes polacos, un marcador identitario y un soporte para la acción. La *Polonia* se vuelve así una herramienta para renovar la aproximación, en ciencias humanas y sociales, a la categoría de diáspora. Esta argumentación se basa en la investigación empírica de dos redes asociativas locales: germano-polaca (Renania del Norte-Westafalia) y franco-polaca (Norte Paso de Calais). Se trata pues de interrogar el proceso de etnicización que se opera tanto en lo de la construcción identitaria del grupo como en las políticas migratorias (políticas «de la partida y de la vuelta» y «de acogida y de integración») que la impactan.